

X MOT DU PRÉSIDENT



FIÈREMENT ENGAGÉS DANS LA QUALITÉ

Une récente étude de la firme Samson Bélair/Deloitte & Touche indique que la mondialisation et la conscientisation accrue des consommateurs ont fait de la salubrité des aliments une question prioritaire pour les gouvernements, les industriels et les consommateurs.

Pour les producteurs de lait du Québec, la qualité du lait représente une valeur, une source de fierté et l'amélioration continue de cette qualité est l'objet d'un engagement constant envers les consommateurs,

un engagement qui commence à la ferme. Tous les jours, des centaines de petites actions liées à l'entretien et à la gestion du troupeau ainsi qu'à la santé et au bien-être des vaches laitières, contribuent à assurer la qualité de notre produit.

Cette recherche d'excellence passe aussi par la collaboration avec différents intervenants pour la qualité des récoltes, de l'alimentation animale et pour la santé des vaches. Au cours des dernières années, la Fédération des producteurs de lait du Québec (FPLQ) a fait preuve de vision et de leadership pour créer les conditions propices à cette collaboration. Le Centre d'expertise en production laitière Valacta, mis sur pied en 2006, à la fois par la FPLQ, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) et l'Université McGill, s'est établi rapidement comme un lieu de convergence au sein duquel les intervenants du secteur laitier travaillent ensemble sur les enjeux et les défis de la production laitière. Cette union des forces du milieu vise l'amélioration de l'efficacité technologique et économique des entreprises laitières en stimulant le développement du savoir, sa diffusion et son adoption par les producteurs laitiers. Par exemple, 2 400 producteurs ont participé cet hiver à une formation sur la santé de la glande mammaire de leurs vaches laitières. Aussi, la création du Réseau canadien de recherche sur la mammité bovine, qui est le fruit d'une collaboration entre les meilleurs experts au pays, apporte une référence en appui aux professionnels de la santé animale.

Par ailleurs, l'engagement visant l'obtention par les producteurs, d'ici 2012, de la certification du programme Lait canadien de qualité (LCQ), un programme fondé sur les principes de qualité HACCP (analyse de risque et gestion des points critiques), reconnu mondialement, est un des gestes les plus concrets visant à favoriser les comportements menant à la qualité constante.

Tous ces gestes et cet appui à la collaboration confirment le souci constant, le leadership et la volonté de la FPLQ d'offrir un lait de qualité. Ils démontrent également à quel point l'action collective est un outil puissant et efficace qui favorise l'innovation, l'efficacité et la qualité dans le secteur laitier.

Marcel Grogan

SAVIEZ-VOUS QUE ?

Les contrôles sur le lait cru sont nombreux. Les producteurs sont tenus de respecter des règles strictes : température d'entreposage, hygiène, bactéries, etc. Le ramassage du lait est effectué par un expert-essayeur qui vérifie, avant le chargement, la température, l'odeur et l'apparence du lait.

Des échantillons de lait pour analyse sont prélevés à la ferme. Des résultats hors normes peuvent entraîner des pénalités et même le refus de ramassage du lait. Enfin, tout le lait est testé avant le déchargement à l'usine pour assurer l'absence d'antibiotiques.

Autour de 400 000 analyses de laboratoire de lait cru des producteurs sont effectuées annuellement pour en vérifier la qualité.

XACTUALITÉS

La qualité, une priorité

Selon une étude récente de la firme Samson Bélair/Deloitte & Touche, « la salubrité des aliments constitue désormais l'une des grandes préoccupations des consommateurs, des gouvernements et des responsables des secteurs de la production et de la distribution alimentaire. » Les producteurs laitiers poursuivent leurs efforts pour assurer l'amélioration continue de la salubrité des aliments à la ferme par l'entremise du programme Lait canadien de qualité (LCQ). Au 31 mars 2010, plus des deux tiers des producteurs québécois avaient réalisé les premières étapes du programme LCQ, c'est-à-dire suivre la formation, posséder un thermographe en bon état de fonctionnement et faire approuver leurs procédures normalisées d'opération et leurs plans de mesures correctives (PNO/PMC).

La prochaine étape à franchir est celle de la certification : un agent de validation se rend à la ferme pour vérifier que le programme est correctement appliqué et remet, si tout est conforme, une certification valide pour quatre ans. En date du 16 avril 2010, 516 demandes de validation avaient été reçues. De ce nombre, 275 certifications ont été émises et 60 sont en voie de l'être. Toutes les fermes québécoises devront être certifiées d'ici le 31 juillet 2012.

Les producteurs de lait français en grande difficulté

Quatre producteurs du Québec ont effectué, en janvier 2010, une tournée de différentes régions de la France où ils ont rencontré des producteurs de lait afin de leur expliquer le système de mise en marché du lait au Canada. Cette tournée, de près d'une semaine, est l'initiative d'un groupe de producteurs français qui, face aux problèmes que rencontrent les producteurs de lait européens, songent à regrouper la production afin d'avoir un impact sur leurs revenus.

À leur retour, les producteurs de lait québécois ont témoigné de la situation économique difficile dans laquelle se débattent les producteurs de lait français. Ceux-ci reçoivent pour leur lait autour de 47 \$ l'hectolitre, un prix se situant sous leur coût de production. Cela veut dire que chaque litre de lait vendu, plutôt que d'améliorer leur situation, accroît leur endettement. Non seulement ils n'arrivent pas à se payer un salaire et à rémunérer le capital, mais il manque de fonds pour payer les factures. Plusieurs ont arrêté l'insémination artificielle et le contrôle laitier et ils rognent même sur les achats de semences.

Cette situation est le résultat de l'orientation prise il y a quelques années par l'Union européenne d'augmenter le quota et de subventionner les producteurs afin d'abaisser le prix du lait pour accroître les exportations. Le prix aux producteurs a dramatiquement chuté et plusieurs milliers de fermes laitières européennes, notamment en France et en Allemagne, sont présentement en péril.

La Fédération vient en aide à Haïti

À la suite du séisme qui a secoué Haïti le 12 janvier dernier, le conseil d'administration de la Fédération des producteurs de lait du Québec s'est engagé à faire un don de 15 000 \$ pour financer des projets de développement agricole à court et à moyen terme dans ce pays. L'argent sera remis à la Fondation pour le Développement Économique et Social (FODES-5), une organisation haïtienne qui appuie une centaine d'exploitations agricoles de la zone de Labrousse, à cinq kilomètres de l'épicentre du séisme, et leurs familles. Le don sera fait par l'entremise d'UPA Développement international (UPA DI) qui a commencé à élaborer un projet orienté sur la formation, l'environnement et le développement économique avec FODES-5. L'argent servira à combler les besoins les plus urgents de l'organisme.

Au nom de l'industrie laitière canadienne, la Commission canadienne du lait (CCL) s'est également engagée à faire parvenir environ 100 tonnes de poudre de lait écrémé à Haïti. L'envoi sera fait par le biais de quatre organisations caritatives canadiennes, dont le groupe de coopération internationale de Montréal.



X LE POINT SUR...

L'exception agricole

« Nous serions fous de penser que nous pouvons développer un grand nombre de ces pays où je travaille sans accroître leur capacité à se nourrir eux-mêmes et en traitant la nourriture comme si c'était une télé couleur. »

(Bill Clinton, extrait d'un discours à l'Organisation des Nations Unies, le 23 octobre 2008)

Alors que le droit international et les accords commerciaux ont longtemps reconnu la spécificité agricole, on vise à en faire, depuis les années quatre-vingt, un secteur industriel et commercial comme les autres. Pourtant, l'agriculture possède des dimensions uniques qui justifient un traitement d'exception. Elle produit les aliments qui assurent notre survie, participe à notre identité culturelle, assure l'occupation ainsi que l'entretien de notre territoire et façonne nos paysages. De plus, la célèbre « main invisible » du marché ne fonctionne pas en agriculture, comme le démontrent une fois de plus les crises alimentaire et agricole qui nous affectent actuellement.

FONDEMENTS ÉCONOMIQUES DE L'EXCEPTION AGRICOLE

Dans une étude¹ publiée en 2004 et mise à jour en 2008, le professeur Daniel-Mercier Gouin, de l'Université Laval, explique ce qui justifie l'intervention de l'État pour réguler les marchés agricoles et soutenir les agriculteurs.

D'abord, « pour les produits agricoles en général, la demande est considérée inélastique aussi bien au prix qu'au revenu »; l'estomac a des limites que les baisses de prix ou les hausses de revenus ne changent pas et le moindre déséquilibre entre l'offre et la demande entraîne de fortes variations de prix. Ensuite, « les producteurs pris individuellement ne détiennent aucun pouvoir de marché face à des intermédiaires fortement concentrés et détenant un pouvoir de marché parfois considérable. Ils sont preneurs de prix. » De plus, le changement technologique en agriculture est très rapide et « c'est le couple progrès technique – faible élasticité de la demande qui est le facteur direct de la pression sur les revenus des agriculteurs. » Enfin, l'agriculture exige des investissements très élevés et « les deux facteurs de production de base, la terre et la main-d'œuvre, sont très peu mobiles entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie. » La ferme est souvent un patrimoine familial auquel sont fortement attachés les agriculteurs, ce qui explique la « grande capacité de résistance des producteurs à de faibles niveaux de prix et de revenus, ce qui ne signifie pas pour autant que cela soit une situation socialement acceptable. »

C'est la combinaison unique à l'agriculture de ces facteurs « qui conduit à ce que de nombreux auteurs ont appelé le « problème agricole », soit une instabilité et une faiblesse relative des revenus agricoles en l'absence d'intervention de l'État en agriculture », poursuit le professeur Gouin.

Le problème agricole ne sera pas résolu par la libéralisation des marchés. C'est pourquoi de plus en plus de voix s'élèvent en faveur d'une reconnaissance formelle de l'exception agricole et du droit des peuples à la souveraineté alimentaire.

¹ GOUIN Daniel-Mercier, « La gestion de l'offre dans le secteur laitier, un mode de régulation toujours pertinent », Groupe de recherche en économie et politique agricoles (GREPA), Département d'économie agroalimentaire et des sciences de la consommation, Université Laval, Québec, 2004, 124 p.

X DÉCHIFFREZ-LAIT

En 2008, les 10 plus grands fabricants de produits alimentaires et de boissons préemballés contrôlaient 26 % du marché mondial alors que les 100 plus grands en contrôlaient les trois quarts².

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), on comptait, en 2008, 2,62 milliards de personnes vivant de l'agriculture sur une population mondiale de 6,75 milliards d'individus.

² ETC Group, « À qui appartient la nature? Pouvoir des grandes sociétés et ultime frontière de la marchandisation du vivant » [En ligne], www.etcgroup.org, novembre 2008, 50 p.

Pour tout commentaire ou toute demande d'information supplémentaire, vous pouvez vous adresser au syndicat des producteurs de lait de votre région ou à la :

FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE LAIT DU QUÉBEC
555 boul. Roland-Therrien, bureau 415, Longueuil (Québec) J4H 4G3
Téléphone : 450 679-0530
Courriel : fplq@upa.qc.ca
Site Internet : www.lait.org

LAIT XCLUSIF est disponible en version électronique.

X ACTUALITÉS, la suite

Les projets du Lait se démarquent...

Dans le cadre de la 13^e édition du concours Grafika, qui récompense les meilleures réalisations québécoises en design graphique, les outils de communication utilisés dans le cadre de la restauration de la pinte de lait géante *Guaranteed Pure Milk*, à Montréal, ont remporté un Grand Prix dans la catégorie « Cause sociétale ». Pour sa part, le site Internet www.metsdelacreme.com a décroché le Grand Prix dans la catégorie « Site Web informatif/éducatif ». Il s'est notamment démarqué grâce aux 18 recettes réalisées en vidéo que l'on peut visionner dans la section *Inspirez-moi*. Depuis sa mise en ligne, en 2008, metsdelacreme.com a attiré près de 412 000 visiteurs.

Le site www.fromagesdici.com a, quant à lui, remporté un prix Or dans la catégorie « Aliments et boissons » des W³ Awards, un concours qui récompense l'excellence en créativité Web à travers le monde. L'Académie internationale des arts visuels a sélectionné les gagnants parmi des sites Web, des publicités ou des vidéos en ligne. Les juges ont pris en considération la créativité, la navigation, le design visuel et la facilité d'utilisation des sites. Plus d'un million de personnes ont visité ce site depuis 2006, année de sa création. En 2009, ces deux sites Internet du Lait avaient également obtenu un Prix Média, une récompense destinée aux meilleures stratégies médiatiques, tous médias confondus.

Pour mesurer l'empreinte environnementale et sociale de la production laitière

Une étude de faisabilité de l'analyse du cycle de vie (ACV) environnementale et sociale de la production laitière québécoise a été réalisée en 2009. Cette étude visait à déterminer les données requises et actuellement disponibles pour effectuer une ACV qui est un outil méthodologique se basant sur le concept de développement durable. L'ACV permet d'évaluer les impacts environnemental et social d'un produit, du berceau au tombeau.

Les fonds récemment alloués en recherche laitière par le gouvernement fédéral, Les Producteurs laitiers du Canada et la Commission canadienne du lait permettront de poursuivre les travaux amorcés en ce sens en supportant la réalisation d'une ACV environnementale et sociale de la production laitière à l'échelle canadienne. Cette initiative permettra de mieux comprendre les forces, les faiblesses et les opportunités d'amélioration. Des moyens d'actions pour améliorer la performance du secteur seront, par la suite, déterminés. Cette étude peut également agir comme outil de communication pour transmettre des informations sur les performances de la production laitière d'une manière objective et crédible. À cet égard, l'ACV nous aidera à comparer les produits laitiers canadiens aux produits laitiers importés ou encore aux protéines concurrentes, telles que celles du soya ou des viandes.

X LA FÉDÉRATION SALUE...

Les Montcalm, Famille agricole de l'année

La famille de Roch Montcalm et de Corona Maheu, de Saint-Louis-de-Gonzague en Montérégie, a reçu le titre de Famille agricole de l'année, décerné par la Fondation de la famille terrienne à l'occasion du dernier congrès général annuel de l'Union des producteurs agricoles.



M. Roch Montcalm avec ses enfants.

Les quatre générations de Montcalm comptent aujourd'hui 141 membres. Roch et Corona (décédée en 1989) ont eu 12 enfants à qui ils ont transmis l'amour de la terre. Sept de leurs neuf fils ont étudié et fait carrière en agriculture. Parmi eux, on retrouve Maurice qui est président du Syndicat des producteurs de lait de Saint-Jean-Valleyfield. Lui et ses frères, François et Marc, ont pris la relève de leurs parents en 1976. Aujourd'hui, la ferme compte 300 têtes Holstein pur sang, dont 150 vaches, et s'étend sur 90 hectares. Le prix de la Famille agricole de l'année est remis tous les ans à une famille d'agriculteurs du Québec qui, de génération en génération, a su préserver et inspirer des valeurs propres à l'agriculture québécoise.